

Présentation des programmes des candidats à la présidence du CNO SF

intervention d'Emmanuelle Bonnet Oulaldj

Paris, le 27 mai 2021

Je suis ravie de vous présenter le projet [#NousLeSport2021](#).



photo © CNO SF / KMSP

Oui, je suis candidate à la présidence du CNO SF parce que je suis convaincue que la grande diversité du mouvement sportif fédéré est une richesse incommensurable pour répondre aux défis nombreux et complexes de ce XX^e siècle.

Je veux ouvrir grand les fenêtres du CNO SF pour montrer à voir de cette richesse sans commune mesure dans la société.

Le sport et la vie associative que nous construisons de générations en générations est une activité fondamentalement humaine, culturelle et sociale. Le sport associatif est tout simplement essentiel à la vie de chacune et chacun d'entre nous. Il doit être un droit pour toutes et tous.

Ce projet que j'ai publié le 4 mai dernier s'organise sur 3 axes : résilience pour sortir plus forts de la crise, solidarité pour renforcer notre mutualisation et exigence pour une reconnaissance des pouvoirs publics au service de l'intérêt général.

Et avant de décliner ce projet, je voudrais dire simplement les choses : Oui, [#NousLeSport2021](#) est une vision et un projet politique, pas au sens partisan du terme évidemment, mais politique dans le sens où le sport, c'est la vie de la cité et du village, des citoyennes et citoyens que nous sommes, c'est notre bien commun. C'est un élément à part entière de transformation, de culture, d'émancipation. Et il mérite toute l'attention et la considération du monde.

"Résilience" est le premier axe de ce projet.

Je voudrais tout de suite vous inviter à vous projeter dans 4 ans. Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris auront été une réussite, bravo Tony Estanguet, une fête populaire, beaucoup de médailles. Nos fédérations, nos clubs, nos territoires seront en développement.

La crise sanitaire nous semblera loin, je l'espère. Les défis climatiques, technologiques, surtout de lutte contre les inégalités, seront toujours aussi présents et pressants. Nous serons lucides, mais nous aurons ensemble franchi des étapes, car nous aurons mieux compris ces défis, nous aurons mieux compris les besoins fondamentaux et les attentes de pratique physique et sportive de la population dans sa diversité, à tous les âges de la vie. Nous aurons construit ensemble les réponses à apporter, nous aurons innové dans les contenus d'activité et dans les formes d'organisation pour un sport toujours plus inclusif et accueillant.

Revenons à aujourd'hui. Pourquoi nous allons réussir à sortir plus fort de la crise ? Tout simplement parce que nous, le sport associatif fondé par la loi de 1901 est riche d'une force extraordinaire d'engagement, d'adaptation, d'innovation, par ses bénévoles, de ses salariés, de sa vie associative. Je ne vais pas faire un concours d'anecdotes, mais je suis certaine que vous avez toutes et tous des histoires de transformation humaine et sociale à raconter, à partager, à mettre dans le pot commun.

C'est ce qu'il nous manque aujourd'hui. Nous avons également besoin de casser des murs, nous sommes cloisonnés, chacun dans notre coin. Et nous avons besoin d'espace de partage et de projets communs pour faire résilience.

Je ne veux pas faire une liste à la Prévert, et je vous laisse le soin de [lire le projet](#). Je voudrais néanmoins insister sur la question des contenus d'activités.

Dans le dernier baromètre publié par l'UCPA, il est indiqué que 20% des jeunes, principalement les jeunes femmes, de 16 à 25 ans, décrochent de la pratique en club. Pour l'essentiel, les obstacles ne sont pas les coûts ni les horaires, mais ce qui est mis en avant dans cette enquête ce sont surtout des contenus qui ne sont pas adaptés, parce que jugé ou représenté comme ennuyeux ou parce qu'ils et elles y ont vécu des situations de rejet, d'exclusion. Là aussi, malheureusement, on connaît tous autour de nous la situation où les parents, la société, les animateurs parfois, les adultes pensent et répondent à un pratiquant qui ne serait pas dans les standards : "ce n'est pas possible, ce n'est pas pour toi". Parce que Mazen ou Stéphanie sont en situation de handicap et ne pourraient pas apprendre à grimper ou à rouler ? Parce que Robert, et j'en profite pour rendre hommage à Robert Marchand qui nous a quitté la semaine dernière à 109 ans, ou Sarah à plus de 60 ans et ne pourrait pas faire de compétition ? Parce que Yiyi ou Gaspard ne pourrait pas pour la première fois faire du kick boxing et le second de la danse ?

Le sport n'a pas de valeurs positives intrinsèques, elles se construisent. Et si nous oublions ce principe essentiel, nous passerons à côté des défis.

Si nous oublions cela, nous perdrons notre spécificité associative, qui nous est propre celle qui permet de démontrer que non seulement le sport est essentiel à la santé de chacune et chacun, mentale, physique et sociale, à l'éducation, mais surtout qu'il produit du bien être, une appropriation de son corps, de la connaissance grâce aux autres, au lien social. Quoi de mieux qu'un club pour se rendre compte par exemple pour un enfant et ses parents qu'il n'a pas besoin de brassard pour apprendre à nager parce que son corps est capable de se propulser, de s'immerger et de flotter.

Si nous oublions cela, nous perdrons également notre capacité à produire de la haute performance qui soit synonyme de liberté des athlètes, des entraîneurs, des juges et arbitres aussi, pour sortir de la spécialisation et de la sélection trop précocement, et de renforcer leur capacité à jouer au sens profond du terme, à inventer de nouvelles techniques de jeu pour prendre du plaisir, progresser, gagner et transmettre à leur tour.

Je propose notamment 3 actions. Tout d'abord renouer avec des Assises Nationales du Sport organisées avec le Comité Paralympique et Sportif Français, en appui sur des espaces permettant d'investir dans la recherche et la prospective. Je propose également de penser ensemble des tiers lieux sportifs et associatifs, des nouveaux espaces où des non sportifs qui ne se sentent pas à l'aise pour rejoindre un club pourraient plus facilement franchir la porte en trouvant du sport mais également des espaces d'échanges sur la parentalité ou d'entraide. Je pense également que nous pouvons repenser une approche partenariale du CNOSF tourné vers la société civile et construire des projets inter-fédéraux d'inclusion par le sport.

Pour réussir la résilience, il faut de la solidarité entre nous.

Car pour réussir à créer du partage, nous devons mieux nous connaître, mieux nous comprendre, mieux nous soutenir. Nous devons mieux valoriser les spécificités de chacune de nos fédérations qu'elles soient affinitaires et multisports, scolaires, universitaires, unisport, qu'elle soit olympique ou qu'elle ne le soit pas, qu'elle soit délégataire ou qu'elle ne le soit pas.

J'ai eu la chance depuis le mois de janvier de rencontrer une grande diversité de fédérations dont j'ignorais pour être honnête, l'histoire et même l'ampleur de la diversité des activités qu'elles proposent. C'est non seulement passionnant, mais c'est également très instructif aussi pour sortir de ces idées reçues sur certaines fédérations qui seraient soit 100% élitiste soit 100% loisirs. J'ai découvert de l'éducation populaire là où je n'aurais pas pu le soupçonner ou comment rendre accessible le rêve ancestral de voler, de Icare à Star Wars, à des gamins des quartiers populaires. Il y a tellement de coopérations à organiser. J'ai aussi échangé avec nombre de CROS et surtout de CDOS. Ils savent cultiver une autonomie dans l'interdépendance, leur richesse est celle de la proximité et de la transversalité avec les ligues régionales et comités départementaux des fédérations, les clubs et les territoires.

Or, force est de constater que la concurrence entre les fédérations, elle existe. Cela fait 20 ans que je suis dans le mouvement sportif fédéré, et l'évolution de la concurrence comme vous je l'ai constaté, je l'ai subie. Je l'ai analysée aussi. Je sais qu'elle est le fruit d'une pression toujours plus importante d'augmenter le nombre d'adhérents parce que nous avons besoin de moyens pour remplir nos missions, nous avons besoin de recruter des personnes compétentes pour mettre en oeuvre notre projet, et aussi, il faut le dire, répondre parfois aux injonctions gouvernementales ou liées aux évolutions juridiques.

Mais voilà, moi j'ai envie de résister à la concurrence. Parce que comme vous je crois, ce n'est pas ce qui m'a motivée à m'engager, ce n'est pas ce qui donne du sens à cet engagement associatif. Les mots clés sont la coopération, la mutualisation. Je préfère le pacte de coopération au pacte de loyauté. Le CNOSF doit être un espace ressources, de promotion et de mutualisation des expertises et expériences de ses acteurs, qu'il s'agisse du développement évidemment, mais également du modèle économique, du déploiement numérique, des problématiques juridique ou d'assurances par exemple. Nous sommes toutes et tous confrontés à ces questions et manquons de moyens.

Le CNOSF doit également favoriser la féminisation. La seule mixité ne peut pas être une réponse, nous avons besoin de tendre vers une égalité, ce qui ne veut pas dire qu'il faut une parité absolue partout, tout le temps, mais que demain on ne s'étonne plus de voir si peu de femmes dans les réunions, instances dirigeantes et temps informels.

Enfin, donnons nous rendez-vous dans 4 ans. Moi, présidente, je ne veux pas qu'il y ait une seule fédération démunie sur les questions de violences, qu'il s'agisse du racisme, de l'homophobie, du sexisme, ou encore des violences sexuelles. Dans la prévention, la sensibilisation, l'accompagnement et les droits des victimes et ceux des personnes mises en cause.

Je vous propose un focus sur cinq propositions. Tout d'abord, la mise en place d'une coprésidence du CNOSF à partir de 2025, car il faut changer les statuts, femme/homme et olympique/non olympique. Je propose également de mettre en place un système plus égalitaire d'expression des fédérations. Certes la charte olympique impose une majorité absolue pour les fédérations olympiques pour les AG, mais tout au long de l'année, lors des congrès nous pouvons instaurer un système un acteur membre du CNOSF, une voix. Je propose également de mettre en place un service mutualisé d'aide juridique, ainsi qu'une offre de déploiement numérique pour toutes les fédérations. Et en effet un plan d'actions coordonné contre toutes les formes de violences dans le sport.

Le troisième axe est celui de l'exigence à l'égard des pouvoirs publics pour être reconnus et disposer de moyens publics adaptés.

Le sport a-t-il été pris en compte à sa juste mesure pendant la crise ? Non. Parce qu'il n'est pas reconnu comme il devrait l'être depuis des décennies. Il faut quand même avoir en tête que nous sommes à 3 ans de Paris 2024 et que la ligne budgétaire du sport en France n'a pas décollé de zéro. Oui, qu'on soit à 0,12, 0,18 ou 0,25 comme c'est le cas aujourd'hui, hors JOP, et bien on reste proche de zéro. C'est une réalité. J'entends souvent que le sport doit contribuer à l'effort collectif. Non. Pourquoi ? D'autant plus qu'il ne s'agit pas de dire qu'il y a plus ou moins d'argent public, il s'agit de répartir les moyens de la nation issus de l'impôt.

Nous devons exiger au moins 1% du budget de l'État. Parce qu'un budget des sports à 1% du budget de l'État c'est autant de moyens pour accompagner le CNOSF, le CPS, les fédérations, les clubs et les collectivités territoriales sur la transition écologique, sur une politique de formation de qualité pour les bénévoles, d'emploi non précaire pour nos salariés,

- 1% du budget de l'État, c'est une pérennisation du pass'sport et un élargissement aux 25 ans, je tiens ici à souligner la persévérance de Denis Masseglia.
- 1% du budget de l'État ce sont des équipements sportifs inclusifs.

Nous pourrions faire tant de choses, car 1% du budget de l'État, c'est un véritable service public du sport. C'est une agence nationale du sport et des conférences régionales du sport dotées de moyens dans la durée, au-delà du plan de relance, pour que la co-construction dans la proximité soit porteuse de sens sans repli sur soi ou situation de concurrence.

La loi visant à démocratiser le sport répond-elle aux besoins ? Nous avons été unanimes en janvier pour dire non. Parce qu'en traitant seulement de la gouvernance des fédérations, elle occulte ce qui est essentiel : le droit au sport pour toutes et tous, la reconnaissance du bénévolat avec du temps libéré, la reconnaissance de l'EPS et des fédérations de sport scolaire qui sont la porte d'entrée à l'école.

Elle ne sert pas de tremplin à Paris 2024, dans un contexte de difficultés et de la nécessaire refondation des JO connectés avec les aspirations des populations, on le voit avec Tokyo, nous devons d'ailleurs soutenir les athlètes entraîneurs, juges, arbitres, concernés au premier plan par ce contexte si difficile. Elle n'aide pas, cette loi, à dire que le sport concerne les citoyennes et citoyens, et plus ces derniers se sentiront concernés par sa place dans la cité, plus les pouvoirs publics devront le prendre en compte. Ça ne se décrète pas, ça se vit de bas en haut.

Dans 3 ans, ma fille aura 10 ans. C'était mon âge en 1988 quand j'ai vu Pierre Durand sur Jappeloup obtenir la médaille d'or. C'est mon premier souvenir des JO. J'espère qu'elle rêvera elle aussi, d'autant plus que ce sera chez elle en France. Ce que je veux avant tout, c'est que ma fille et sa génération se construisent grâce au sport, grâce à la vie associative, en tant que citoyenne, qu'elle porte un regard éclairé sur son corps, sur la société, sur le monde à l'échelle internationale si complexe, grâce à ce qu'elle va vivre dans le sport.

Pour les générations futures, nous avons besoin de ce service public du sport où le sport associatif fédéré prend toute sa place. C'est une question républicaine, c'est une question de liberté, d'égalité et de fraternité.

Vous avez entendu mes principales propositions, je voudrais seulement ajouter la création d'une vice-présidence du CNOSF à la transition écologique.

Vous le savez, je suis issue d'une fédération affinitaire et multisports, qui a d'ailleurs fortement contribué à la création du CNOSF en 1972. Et j'en suis fière.

L'expérience et les compétences que j'ai pu acquérir dans son approche omnisport, la prise de recul sur l'urgence sociale et économique, me renforce dans ma conviction et ma volonté de conduire notre projet commun, de représenter l'ensemble du mouvement sportif, de présider demain cette si belle institution qui fêtera dans un an ses 50 bougies et qui est née, ne l'oublions pas, de la volonté de dépasser le chacun pour soi.

*Pour voir la présentation du programme #NousLeSport2021 d'Emmanuelle Bonnet Oulaldj, c'est sur la chaîne Youtube NousLeSport2021 [ici en replay](#).
Et retrouver l'intégralité de la "Présentation des programmes des candidats à la présidence du CNOSF" sur la chaîne Dailymotion [France Olympique](#).*

Retrouvez le programme, les rencontres et la revue de presse NousLeSport2021 sur nouslesport2021.org

Contact : emmanuelle.oulaldj@fsgt.org - 0663568375 - [@EOulaldj](#)